



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 13/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GAZEL ENERGIE GENERATION

ZI Saint Avold Nord
BP 80079
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_GAZELENERGIE_2024-12-10_RAPVI_Cessation-partie2_NDSM_00743
Code AIOT : 0006207853

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement GAZELENERGIE GENERATION implanté Centrale Emile Huchet - ZI Saint Avold Nord BP 80079 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 10/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport vaut procès-verbal de réalisation des travaux relatifs à la cessation partielle d'activité de la "partie 2" du site de la centrale Émile Huchet exploité par GazelEnergie Génération (Cf. plans en annexe).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZELENERGIE GENERATION
- Centrale Emile Huchet - ZI Saint Avold Nord BP 80079 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006207853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site de la centrale Émile Huchet accueille depuis 1952 une centrale de production électrique thermique. La partie 2, objet de la cessation partielle d'activités, est implantée sur les bans des communes de Diesen et Porcellette.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Cessation partielle d'activités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Mesures de gestion	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-39-3, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)	Prescriptions complémentaires	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification de la cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)	Sans objet
2	Usage futur	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R512-39-2, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)	Sans objet
3	Remise en état	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de la visite du 21 novembre 2024 montrent que :

- l'exploitant a procédé aux opérations de mise en sécurité de la partie 2 du site ;
- la partie 2 du site a été remise en état en vue d'un usage industriel tel que prévu par les articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement ;
- les mesures de gestion ont été mises en œuvre sur la partie 2 pour garantir la compatibilité dans le temps de l'état des milieux avec l'usage industriel retenu.

Le présent rapport vaut procès-verbal de récolement de la réalisation des travaux sur la partie 2 du site tel que prévu à l'article R.512-39-3 III du code de l'environnement. Il est établi sur la base des éléments connus de l'administration lors de sa rédaction. Il ne vaut pas quitus. La responsabilité de l'exploitant demeure entière en cas d'atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. En particulier, des prescriptions visant à surveiller l'environnement autour du site pourront toujours être engagées à l'encontre de l'exploitant, même après établissement de ce procès-verbal.

En application des dispositions de l'article R.512-39-3 III du code de l'environnement, un exemplaire du présent procès-verbal doit être adressé à l'exploitant (également propriétaire du terrain) et aux maires des communes de Diesen et Porcelette.

Un projet d'arrêté préfectoral sera proposé ultérieurement au préfet pour imposer les servitudes d'utilité publique proposées par l'exploitant pour les terrains de la partie 2.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de la cessation partielle d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R.512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p>

<p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a notifié par courrier du 18 décembre 2014, l'arrêt partiel des activités du site de la centrale Émile Huchet. La mise à l'arrêt définitif des tranches 4 et 5 de la centrale s'est produite à compter respectivement du 30 juin 2014 et 31 mars 2014, ainsi que de la tour aéro-réfrigérante (TAR) de la tranche 3. L'arrêt des tranches 4 et 5 incluait l'arrêt des TAR 4 et 5 (plan d'ensemble des zones à l'arrêt en annexe).</p> <p>Le courrier du 18 décembre 2014 a été suivi entre 2014 et 2016 de plusieurs courriers de l'exploitant et de transmission de documents visant à répondre aux rapports de l'inspection des installations classées et à apporter des compléments d'information sur les mesures de cessation d'activité engagées sur la zone arrêtée du site. Le courrier du 7 novembre 2022 transmet une synthèse des mesures prises pour la mise en sécurité de cette zone, découpée en 5 parties :</p> <ul style="list-style-type: none"> • évacuation des produits dangereux ou réutilisation sur la partie du site encore en fonctionnement ; • vidange et nettoyage des réservoirs ; • évacuation des déchets ; • démolition de certains bâtiments ; • interdictions d'accès aux bâtiments conservés des tranches 4 et 5 ; • consignation des circuits électriques et du réseau de gaz naturel alimentant la tranche 4 et 5 ; • maintien de la surveillance environnementale et piézométrique. <p>Dans le présent rapport, la cessation partielle d'activité se limite à la zone formant la partie 2 (cf. localisation en annexe) située sur les parcelles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Commune de Porcellette - Section 35 - Parcelle N°16 • Commune de Diesen - Section 11 - Parcelle N°22 <p>La superficie est d'environ 28 000 m².</p> <p>La cessation partielle se limite à cette zone en vue de l'installation future sur la partie Nord de cette zone de la société Circa Resolute, la partie sud servant de base de vie lors de la phase de construction du projet.</p> <p>Lors de la visite de récolement de la partie 2 du 21 novembre 2024, l'inspection des installations classées constate la mise en sécurité et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la consignation du réseau d'alimentation en électricité ; • l'absence de matières susceptibles de faire office de combustibles ou comburants ; • la démolition de l'ensemble des bâtiments à l'exception du bâtiment « décuve » et du « magasin nord » ; • la partie 2 est entièrement clôturée et dispose d'une vidéo surveillance retransmise au poste de garde ; • le site de la centrale Émile Huchet est entièrement clôturé ; • l'accès est sécurisé par un passage obligatoire au poste de garde de la société GazelEnergie ouvert 24 heures sur 24.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Usage futur

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R512-39-2, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le</p>

<p>site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R.512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. À défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est propriétaire du terrain concerné par la procédure de cessation partielle d'activité (partie 2).</p> <p>La copie des courriers de demande d'avis sur l'usage futur aux communes de Diesen et Porcellette et à la communauté d'agglomération de Saint-Avoid Synergie (CASAS) datés du 11 août 2021 et celle d'un courrier daté du 30 août 2021 de la CASAS qui donne son accord de principe sur un futur usage industriel pour l'ensemble des anciennes tranches 3 à 5 sont présentes au dossier de cessation. Les avis des communes de Diesen et Porcellette sont réputés favorables.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Remise en état

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] III.- En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les études prises en compte dans le cadre de la cessation partielle d'activités se limitent à la partie 2 du site de la centrale Émile Huchet qui a pour projet d'accueillir les installations de la société CIRCA sur sa partie Nord.</p> <p>L'exploitant a transmis au préfet plusieurs études précisant les mesures adoptées afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Il s'agit en particulier des rapports :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pollution des eaux souterraines par les COHV - Synthèse hydrogéologique, GINGER BURGEAP, daté du 17 novembre 2021, (CESICE 212628 / RESICE 13452-02) ; • Diagnostic environnemental du milieu souterrain et plan de gestion - Partie 2 daté du 22 juillet 2021 (référéncé CESICE210836 / RESICE12919-02) ; • Diagnostic environnemental complémentaire du milieu souterrain- Partie 2 », GINGER BURGEAP, daté du 21 juin 2023 (référéncé CE3700184 / RESICE1029328-02) - ce rapport

contient une synthèse des études diagnostics déjà réalisées ainsi que l'analyse des risques résiduels prédictive ;

- Excavation et évacuation de terres polluées au HCT, COHV et PCB, ORTEC SOLEO, daté du 14 février 2022 (référéncé 9NN007- GAZEL ENERGIE - SAINT AVOLD (57)) ;
- Excavation et traitement de terres impactées au HCT et COHV - Zone CIRCA, LINGENHELD, daté du 4 novembre 2024.

Il ressort de ces rapports que l'exploitant a procédé à :

- l'excavation des terres des zones de pollution concentrée en COHV, hydrocarbures et PCB ;
- l'évacuation des terres polluées (967 tonnes) vers des filières autorisées ;
- des analyses des fonds de fouille montrant que les teneurs obtenues sont conformes aux seuils fixés dans l'analyse de risque sanitaire susmentionnée.

Lors de la visite de récolement de la partie 2 du 21 novembre 2024, l'inspection des installations classées constate la remise en état du site, et notamment :

- l'absence de traces visibles de pollution et l'absence d'odeurs au niveau des zones excavées ;
- l'absence d'impact visible des travaux de dépollution sur les résultats de la surveillance des eaux souterraines depuis 2022.

Seul 2 bâtiments ont été conservés sur cette zone : l'ancien magasin Nord et le bâtiment de cuvage. Une dépollution par excavation a été réalisée dans le bâtiment de cuvage et l'inspection des installations classées a constaté la mise en place d'un géotextile

La mise en sécurité, la dépollution ainsi que la remise en état du site ont été réalisées en vue d'un usage futur de type industriel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de gestion

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-39-3, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

[...]

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1. Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
2. Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
3. En cas de besoin, la surveillance à exercer ;
4. Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

[...]

Constats :

La surveillance de la qualité des eaux souterraines est réalisée par GazelEnergie Génération dans le cadre de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT-BEPE-140 du 05 juillet 2018. La surveillance des eaux

souterraines est maintenue dans le cadre de l'exploitation de la tranche 6.

Liste des restrictions d'usage à mettre en œuvre pour l'ensemble de la partie 2 :

- Réalisation des conduites d'alimentation en eau potable en matériau anti-perméation ou dans des matériaux d'apport sains afin d'écarter la voie de transfert par perméation et la voie d'exposition associée (inhalation/ingestion/contact)
- Maintien d'un recouvrement de toutes les futures surfaces extérieures du site (30 cm de terre végétale ou autre matériau sain à minima, bitume, enrobé) afin d'écarter les voies d'exposition « ingestion de sols contaminés », « contact direct », « inhalation de sols par mise en suspension de poussières ». Le projet prévoit un recouvrement de l'ensemble des terrains par des plateformes en grave et schistes, des voiries en enrobé et autres espaces extérieurs par l'aménagement d'espaces verts
- Absence de plantation de jardins potagers ou d'arbres fruitiers/ d'élevages d'animaux sur les sols en place
- Absence d'infiltration des eaux sans étude préalable
- Absence d'usage des eaux souterraines sans étude préalable
- Gestion appropriée des déblais en cas de travaux de terrassement
- Conservation des ouvrages de prélèvements (piézomètres, piézairs) en bon état et libre accès pour prélèvements.

Une attestation de la prise en compte des mesures de gestion (ATTES ALUR) édité par GINGER BURGEAP en date du 27 juillet 2023 (référéncé CE3700287 / 1042340-01) a été transmise dans le dossier de demande d'autorisation de la société CIRCA pour la zone Nord de la partie 2 du site Émile Huchet. La société GINGER BURGEAP atteste, sans réserve, que le maître d'ouvrage a pris en compte les mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines nécessaires dans la conception du projet de construction affectant le site ayant pour références cadastrales : 22 pp de la section 11 de la commune de Diesen, 16 pp de la section 35 de la commune de Porcelette.

En application R. 512-39-4 du code l'environnement, un projet d'arrêté préfectoral sera ultérieurement proposé au préfet pour imposer les servitudes d'utilité publique proposées par l'exploitant pour l'ensemble de la partie 2.

Au regard des justificatifs fournis (Cf points de contrôle n°3 et n°4), l'inspection des installations classées considère que le site a été placé dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permet un usage futur de type industriel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Annexe :

Plan d'ensemble de la zone de la centrale Émile Huchet à l'arrêt :



Plan d'ensemble segmenté en 5 parties pour la cessation d'activités



plan de la « partie 2 » du site exploité GazelEnergie Génération

parcelle n°22 section 11 de la commune de Diesen
parcelle n°16 section 35 sur la commune de Porcellette

